



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-379/11

**Caves Krier Frères Sàrl
contre
Directeur de l'Administration de l'emploi**

[demande de décision préjudicielle, introduite par la Cour administrative (Luxembourg)]

«Libre circulation des travailleurs — Article 45 TFUE — Aide à l'embauche des chômeurs âgés et des chômeurs de longue durée — Condition d'inscription auprès d'un bureau de placement de l'administration de l'emploi nationale — Condition de résidence — Restriction — Justification»

Sommaire – Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 13 décembre 2012

1. *Questions préjudicielles — Recevabilité — Nécessité de fournir à la Cour suffisamment de précisions sur le contexte factuel et réglementaire*
(Art. 267 TFUE; statut de la Cour de justice, art. 23)
2. *Libre circulation des personnes — Travailleurs — Dispositions du traité — Possibilité d'invocation par autrui*
(Art. 45 TFUE)
3. *Libre circulation des personnes — Travailleurs — Dispositions du traité — Objet — Règles visant à faciliter l'exercice d'activités professionnelles sur tout le territoire de l'Union*
(Art. 45 TFUE)
4. *Questions préjudicielles — Compétence de la Cour — Interprétation du droit national — Exclusion*
(Art. 267 TFUE)
5. *Libre circulation des personnes — Travailleurs — Égalité de traitement — Accès à l'emploi — Réglementation nationale subordonnant l'octroi de l'aide à l'embauche versée aux employeurs engageant des chômeurs âgés à la condition d'inscription du chômeur auprès de l'administration nationale — Soumission de l'inscription à une condition de résidence sur le territoire national — Inadmissibilité*
(Art. 45 TFUE)

6. *Libre circulation des personnes — Travailleurs — Égalité de traitement — Application aux travailleurs non-résidents d'un traitement moins avantageux que celui appliqué aux travailleurs résidents — Inadmissibilité — Justification par des raisons d'intérêt général — Conditions — Charge de la preuve*

(Art. 45 TFUE)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. point 18)

2. Pour être efficace et utile, le droit des travailleurs d'être engagés et occupés sans discrimination, tel que prévu à l'article 45 TFUE, doit nécessairement avoir comme complément le droit des employeurs de les engager dans le respect des règles en matière de libre circulation des travailleurs. Or, s'il est établi que les droits de libre circulation prévus à l'article 45 TFUE bénéficient aux travailleurs, y compris aux demandeurs d'emploi, rien dans le libellé dudit article n'indique que ces droits ne peuvent être invoqués par autrui. Dans ces conditions, un employeur d'un travailleur frontalier qui relève du champ d'application dudit article peut se prévaloir des droits directement reconnus aux travailleurs.

(cf. points 27-29)

3. Voir le texte de la décision.

(cf. point 31)

4. Voir le texte de la décision.

(cf. points 35-38)

5. L'article 45 TFUE doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation d'un État membre qui subordonne l'octroi aux employeurs d'une aide à l'embauche des chômeurs âgés de plus de 45 ans à la condition que le chômeur engagé soit inscrit comme demandeur d'emploi dans ce même État membre, dès lors qu'une telle inscription, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, est subordonnée à une condition de résidence sur le territoire national.

En effet, la marge d'appréciation dont les États membres disposent en matière de politique sociale ne saurait justifier qu'il soit porté atteinte aux droits que les particuliers tirent des dispositions du traité consacrant leurs libertés fondamentales.

Or, à cet égard, une condition de résidence est, en principe, inappropriée, s'agissant des travailleurs migrants et frontaliers, dès lors que ceux-ci, ayant accédé au marché du travail d'un État membre, ont, en principe, créé un lien d'intégration suffisant dans la société de cet État leur permettant d'y bénéficier du principe d'égalité de traitement par rapport, respectivement, aux travailleurs nationaux et aux travailleurs résidents. Le lien d'intégration résulte notamment du fait que, avec les contributions fiscales qu'ils payent dans l'État membre d'accueil en vertu de l'activité salariée qu'ils y exercent, les travailleurs migrants et frontaliers contribuent aussi au financement des politiques sociales de cet État.

(cf. points 42, 52, 53, 55, disp.)

6. Voir le texte de la décision.

(cf. points 47-49)